



Assemblée générale

Distr. générale
24 mars 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-deuxième session

Point 95 a) de l'ordre du jour

Questions de politique macroéconomique : financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés

Note du Secrétaire général

La Deuxième Commission a tenu un débat de fond sur le point 95 a) de l'ordre du jour intitulé «Questions de politique macroéconomique : financement du développement, y compris le transfert net de ressources entre pays en développement et pays développés, à ses 52e et 53e séances, le 19 mars 1998. Les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/52/SR.52 et A/C.2/52/SR.53) contiennent de nombreuses propositions présentées par des États Membres sur des éléments clefs qui pourraient être inclus dans l'examen du financement du développement, ainsi que dans l'identification de sources d'apports potentielles à ce processus.

En plus des déclarations qu'ils ont faites aux 52e et 53e séances, divers États Membres ont soumis des documents indiquant les éléments clefs et sources potentielles en question. Le Président de la Deuxième Commission a décidé que ces textes seraient distribués en tant que document officiel de l'Assemblée générale; ils sont reproduits à l'annexe de la présente note.

Annexe**Éléments clefs et sources potentielles de financement
du développement**

Table des matières

	<i>Page</i>
A. Proposition présentée par l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine)	3
B. Proposition présentée par le Japon	6
C. Proposition présentée par la Suisse	8
D. Proposition présentée par le Royaume-Uni (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne)	10
E. Proposition présentée par les États-Unis d'Amérique	11
F. Proposition présentée par la Banque mondiale	14

A. Proposition présentée par l'Indonésie (au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine)

<i>Éléments clefs et sujets</i>	<i>Questions à examiner</i>	<i>Sources</i>
I. Coopération internationale pour le développement		
A. Aide publique au développement (APD)		
1. Renversement de la tendance à la réduction de l'APD	Réalisation de l'objectif de 0,7 % du PNB pour l'ensemble de l'APD et de 0,15 % pour les PMA.	Gouvernements, CNUCED, Centre Sud, commissions régionales, Département des affaires économiques et sociales, OCDE, Oxfam International
2. Activités opérationnelles des Nations Unies	Diminution des ressources de base Rôle supplémentaire des ressources à des fins spéciales Relations entre l'ONU et le secteur privé (arrangements institutionnels, fixation de priorités, responsabilisation) Renforcement de leur efficacité	Gouvernements, Département des affaires économiques et sociales, fonds et programmes des Nations Unies
3. Financement par les institutions financières multilatérales	Assistance internationale pour le développement Facilité d'ajustement structurel renforcée Banques régionales de développement	Gouvernements, FMI, Banque mondiale, Centre Sud, banques régionales de développement
B. Problème de la dette extérieure et des pays en développement (bilatérale, multilatérale et commerciale)		
1. Problème de la dette des pays à revenu intermédiaire et à faible revenu : initiatives des pays pauvres fortement endettés	Échelonnement, conditions requises et financement	Gouvernements, CNUCED, FMI, Banque mondiale, banques régionales de développement, commissions régionales, institutions financières (publiques et privées)
2. Problème du service de la dette des pays à revenu intermédiaire et à faible revenu	Coûts sociaux élevés entraînés par les efforts visant à remplir les obligations contractées en matière de service de la dette	
3. Mesures d'allègement de la dette dans le cadre du Club de Paris et par l'annulation des dettes et de la dette publique bilatérale équivalente		
C. Modes de financement du développement nouveaux et novateurs	Partenariat entre le secteur public et le secteur privé Redevances et taxes	Gouvernements, fonds et programmes des Nations Unies, instituts de recherche, équipes de réflexion universitaires et scientifiques, ONG
II. Apports de capitaux privés		
A. Investissements étrangers directs	Promotion des flux de capitaux et des courants d'investissement à travers un plus grand nombre de pays en développement	Gouvernements, CNUCED, FMI, institutions financières (privées/publiques), milieux d'affaires (sociétés transnationales)
B. Apports de capitaux privés à court terme	Promotion d'une approche rationnelle et souple de la libéralisation des mouvements de capitaux Promotion d'une approche rationnelle et souple de la libéralisation des mouvements de capitaux Risques d'instabilité	Gouvernements, CNUCED, Banque mondiale, FMI, institutions financières (privées et publiques), milieux d'affaires (marché des capitaux)
III. Gestion du système financier et monétaire international		

<i>Éléments clefs et sujets</i>	<i>Questions à examiner</i>	<i>Sources</i>
A. Difficulté des institutions financières et monétaires internationales à relever les défis présentés par la mondialisation	Accroissement du rôle et de la participation des pays en développement au processus de prise de décisions des institutions financières et monétaires internationales	Gouvernements, CNUCED, FMI, Banque mondiale, instituts de recherche, groupes de réflexion universitaires et scientifiques, milieux d'affaires (marché des capitaux)
B. Examen des capacités et procédures des institutions monétaires et financières internationales en matière d'intervention lors de crises résultant de mouvements de capitaux massifs	Renforcement des mécanismes de prévention : surveillance multilatérale et régionale Examen de mécanismes novateurs (fonds régionaux)	Gouvernements, CNUCED, FMI, Banque mondiale, groupes de coopération économique régionaux
C. Relations entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods		Gouvernements, FMI, Banque mondiale
D. Conditions imposées par les institutions financières et monétaires internationales concernant les crises financières, y compris les crises récentes	Mise en place de filets de sécurité sociale dans le cadre des programmes de réforme et de stabilisation économique et des programmes d'ajustement structurel	Gouvernements, FMI, Banque mondiale, fonds et programmes des Nations Unies, instituts de recherche, groupes de réflexion universitaires et scientifiques, ONG
IV. Promotion de conditions favorables et autres mesures d'incitation en vue de la mobilisation de ressources		
A. Coordination des politiques macroéconomiques	Contrôle parallèle des politiques macroéconomiques	Gouvernements, CNUCED, FMI, Banque mondiale, OMC, Centre Sud, groupes de réflexion universitaires et scientifiques, ONG
B. Renforcement des cadres réglementaires et institutionnels financiers et monétaires internes	Renforcement des capacités (institutionnelles, humaines et financières)	Gouvernements, FMI, Banque mondiale
C. Renforcement de la participation des pays en développement au processus de réglementation des opérations du système bancaire		CNUCED, Comité de Bâle sur le contrôle bancaire, Banque des règlements internationaux
D. Gestion interne des courants financiers	Libéralisation des mouvements de capitaux (enseignements tirés de la récente crise financière)	Gouvernements, CNUCED, FMI, Banque mondiale
E. Rôle du microfinancement et de l'intermédiation financière dans la mobilisation de ressources intérieures	Renforcement des capacités (institutionnelles, humaines et financières)	Banque mondiale, FMI, commissions régionales, milieux d'affaires
F. Mise en oeuvre des engagements financiers pris dans le contexte des récentes conférences mondiales	Mobilisation de ressources nouvelles et additionnelles	Gouvernements, Banque mondiale, FEM, Fonds de Montréal, organisations nationales compétentes, société civile, y compris ONG
G. Commerce et financement du développement	Renforcement des capacités des pays en développement dans le système commercial multilatéral (capacités institutionnelles, humaines et financières) Impacts de l'application des accords commerciaux internationaux sur les courants de ressources vers les pays en développement	CNUCED, OMC, OMPI, commissions régionales, groupes régionaux de coopération économique
V. Coopération Sud-Sud	Renforcement de la CTPD et de la CEPD Coopération triangulaire comprenant le secteur privé Coopération régionale	Gouvernements, fonds et programmes des Nations Unies, commissions régionales, Centre Sud, groupes régionaux de coopération économique
VI. Dividendes de la paix	Ressources accumulées par les grands pays développés du fait de la fin de la guerre froide	Centre Sud, groupes de réflexion universitaires et scientifiques, instituts de recherche

B. Proposition présentée par le Japon

- I. Apports requis et éléments clefs à inclure dans l'examen de la question
- A. Étude de l'expérience des pays dont le développement a été rapide
 1. Mobilisation de ressources par ces pays aux fins de leur développement et allocation
 2. Enseignements à tirer de leur expérience
- B. Mobilisation de ressources
 1. Mobilisation de ressources intérieures
 - a. Secteur public
 - i) Hiérarchisation des dépenses budgétaires
 - ii) Recouvrement des impôts, tarification des services publics
 - b. Secteur privé
 - i) Réforme du secteur financier
 - ii) Promotion de l'épargne
 - iii) Microfinancement, microcrédit
 - iv) Exploitation du potentiel du secteur privé, par exemple privatisation, octroi de licences, projets CET
 - v) Régime réglementaire équitable et transparent
 - c. Conditions favorisant la croissance économique; politiques macroéconomiques stables
 2. Mobilisation de ressources extérieures
 - a. Aide publique au développement; promotion d'un appui interne à l'APD
 - b. Secteur privé
 - i) Investissements étrangers directs
 - ii) Régime réglementaire équitable et transparent
 - c. Dette extérieure; examen des mesures appliquées
 - d. Société civile, y compris ONG
 3. Idées nouvelles et novatrices
 - a. Activités de collecte de fonds
 - b. Recours aux marchés des capitaux
- C. Aspects qualitatifs de la coopération pour le développement
 1. Exécution nationale des programmes et projets de développement; renforcement des capacités des organismes d'exécution
 2. Optique de produits
 - a. Fixation d'objectifs
 - b. Amélioration des indicateurs
 - c. Amélioration du contrôle et de l'évaluation

3. Contrôle et coordination des donateurs
 - a. Stratégie nationale, approche-programme, approche sectorielle
 - b. Coordination des donateurs
 4. Coopération Sud-Sud
 - a. Promotion de la coopération Sud-Sud
 - b. Coopération triangulaire
- II. Principaux intervenants
- A. Programme et entités des Nations Unies (Secrétariat, fonds et programmes, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Université des Nations Unies)
 - B. Institutions spécialisées (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Fonds monétaire international et groupe de la Banque mondiale)
 - C. Commissions régionales (Commission économique pour l'Afrique, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, etc.)
 - D. Banques régionales de développement
 - E. Organisation mondiale du commerce
 - F. Organisation de coopération et de développement économiques
 - G. Secteur privé (chambres de commerce, etc.)
 - H. Organisations non gouvernementales

C. Proposition présentée par la Suisse

Questions et éléments principaux à prendre en compte

Enseignements tirés du passé : quels enseignements pouvons-nous tirer de certaines études de cas sur le financement du développement; examen des approches qui se sont révélées efficaces et des raisons de leur succès

Examen des pays qui ont enregistré un développement reposant sur une assise relativement large au cours des dernières années et des facteurs déterminants

- Politiques économiques et sociales
- Allocation de ressources
- Décentralisation/participation
- Respect des principes du droit
- Recettes d'exportation
- Capitaux/investissements étrangers
- Aide extérieure
- Autres facteurs

Contexte du développement (actuel et futur)

- Mondialisation (commerce, capitaux, emploi, environnement, etc.), possibilités et risques
- Problème de la dette
- Suivi des conférences mondiales
- Stagnation de l'APD

Aspect du financement du développement axé sur les apports

- Mobilisation de ressources intérieures (gouvernement; secteur privé)
- Mobilisation de ressources extérieures (capitaux et investissements étrangers; APD de sources bilatérales (donateurs traditionnels et nouveaux donateurs) et multilatérales de financement; financement multibilatéral (perspectives, possibilités et risques); mesures visant à accroître ou maintenir le volume des ressources allouées au titre de l'APD; gradation des bénéficiaires de ressources attribuées à des conditions libérales)
- Gestion de la dette extérieure
- Mesures prises afin de promouvoir les exportations (perspectives)
- Sources et formes novatrices de financement (champ d'application, possibilités, risques)
- Complémentarité des différents types de financement et interaction

Aspect du financement du développement axé sur les produits

- Rentabilité et efficacité de l'utilisation de ressources locales et externes
- Aspects qualitatifs de la coopération pour le développement (contribution au développement durable, réduction de la pauvreté, participation, égalité entre les sexes), application des programmes des conférences mondiales

Sources d'information, analyse et conseils

- Pays les moins avancés et autres pays en développement

D. Proposition présentée par le Royaume-Uni (au nom des États Membres de l'ONU qui sont membres de l'Union européenne)

Institutions de financement du développement

Gouvernement des pays en développement

Pays donateurs

Comité d'aide au développement de l'OCDE

Banques centrales

Union européenne

Banque européenne d'investissement

Organisation des Nations Unies

Banque mondiale

Organisation mondiale du commerce

Banques régionales de développement

Commonwealth

Fonds monétaire international

Agence de la francophonie

Banque d'investissement et Fonds de développement nordiques

Organismes de crédit à l'exportation

Banques privés

Organismes d'évaluation financière

Fonds de placement

- Caisse de retraite
- Fonds des marchés émergents
- Fonds de placements éthiques

Principaux investisseurs privés

Sociétés privées important des produits de pays en développement

Organismes caritatifs

Fonds de microfinancement

Organisations non gouvernementales

Instituts de recherche

Universités

Créanciers

Organismes de promotion des investissements étrangers dans les pays donateurs

E. Proposition présentée par les États-Unis d'Amérique

Problèmes clefs

- I. Mobilisation de ressources intérieures
 - A. Politique macroéconomique
 - B. Répartition des dépenses publiques
 - C. Cadre réglementaire
 - D. Transparence de l'action gouvernementale
 - E. Respect des principes du droit
 - F. Microcrédit et microfinancement
- II. Mobilisation de ressources extérieures
 - A. Dette extérieure (initiative concernant les pays pauvres fortement endettés, Club de Paris, Club de Londres)
 - B. Aide publique au développement (centrage sur les programmes et la géographie)
 - C. Investissements privés (cadre juridique propice)
 - D. Courants commerciaux
 - E. Organisations non gouvernementales
- III. Aspects qualitatifs de la coopération pour le développement
 - A. Développement axé sur l'être humain
 - B. Développement axé sur les résultats
 - C. Coopération Sud-Sud
 - D. Approches régionales intégrées
 - E. Contrôle et exécution nationaux
 - F. Coordination des donateurs
- IV. Concepts nouveaux et novateurs du financement

Principaux intervenants

Systeme des Nations Unies

Groupe de la Banque mondiale

Fonds monétaire international

Organisation de coopération et de développement économiques

Banques régionales de développement

Donateurs bilatéraux et gouvernements des pays bénéficiaires, y compris organismes de crédit et de garantie du crédit à l'exportation et banques centrales

Organisation mondiale du commerce

Secteur privé/organisations non gouvernementales, y compris organismes d'évaluation financière, Worldwatch Institute, Harvard Institute for International Development, Ford

Foundation, Rockefeller Foundation, W. K. Kellogg Foundation, John D. et Catherine T. MacArthur Foundation, Brookings Institute, Overseas Development Institute, World Business Council for Sustainable Development, Chambre de commerce internationale

Études et rapports

Organisation des Nations Unies

Agenda pour le développement (résolution 51/240 de l'Assemblée générale, en date du 20 juin 1997)

Déclaration de Midrand adoptée par la CNUCED à sa neuvième session, à Midrand (Afrique du Sud) le 11 mai 1996 (A/51/308)

Rapports du Conseil économique et social, pour les années 1996 et 1997

Groupes de travail de la Commission du développement durable chargés des questions financières

Action 21, suivi du chapitre 33

Considérations relatives à la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés

Conférence au sommet sur le développement durable

Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement (*Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et Corr.), chap. I)

Comité d'aide au développement de l'OCDE

La coopération pour le développement dans une nouvelle ère mondiale

Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXIe siècle : contribution de la coopération pour le développement

Rapport final du Groupe de travail ad hoc sur le développement participatif, 1997

Banque mondiale

Private Capital Flows to Developing Economies: The Road to Financial Integration, 1997

IDA in Action, 1993-1996: The Pursuit of Sustained Poverty Reduction, Association internationale de développement, 1997

Rapport sur le développement dans le monde, 1996 : du plan au marché

Rapport sur le développement dans le monde, 1997 : l'État dans un monde en évolution

«Aid Spurs Growth – in a Sound Policy Environment», dans *Finance and Development*, décembre 1997

Banque interaméricaine de développement

Directory of Innovative Financing, septembre 1995

Divers

Conclusions du Sommet sur le microcrédit – 1997

«When Foreign Investors Pay for Development», *Worldwatch*, mai-juin 1997

«Development Aid in Transition», commentaires de Catherine Gwin, pour la Conférence sur la révision de la notion de développement dans le nouvel Ordre mondial, tenue à la Howard University, les 17 et 18 avril 1997

«What Determines Capital Inflows?», Discussion Paper No 590 sur le développement, Harvard Institute for International Development

«The Role of Major U.S. Foundations in the Implementation of Agenda 21 : The Five-Year Follow-up to the Earth Summit», rapport de Norman Myers et Noel Brown, 1997

«Foreign Direct Investment Flows to Low-Income Countries: A Review of the Evidence», Overseas Development Institute Briefing Paper No 3, septembre 1997

«NGOs and Official Donors», Overseas Development Institute Briefing Paper, No 4, août 1995

«Sources of Slow Growth in African Economies», Harvard Institute for International Development, Discussion Paper, No 545, juillet 1996

«Financing Sustainable Development: A Rio+5 assessment of Agenda 21 and its Implementation», a Rio+5 Special Focus Report, par Alvaro Umaña, Instituto Centroamericano de Administración de Empresas, 1997

«Venture Capital: Development Tool», a Rio+5 Special Focus Report, by the South North Development Initiative, 1997

F. Proposition présentée par la Banque mondiale

- I. Intégration économique et intégration financière
 - Intégration régionale et mondiale des marchés
 - Rapidité et programmation de la libération des comptes capital, et rôle des contrôles des mouvements de capitaux à court terme
 - Rôle de la coopération internationale dans le renforcement de la supervision et de la réglementation du secteur financier
 - Rôle des institutions internationales dans la collecte et la diffusion d'informations sur les nouveaux marchés
 - Impact des politiques gouvernementales (intérieures) et des programmes internationaux de sauvegarde sur les mesures d'incitation visant le secteur privé et les préoccupations concernant les risques moraux
- II. Amélioration de l'efficacité d'assistance, mondialisation et diminution de l'aide publique au développement
 - Déterminants des résultats économiques et efficacité de l'aide
 - Efficacité de l'aide et mondialisation
 - Évolution du rôle de l'aide publique au développement dans le développement
 - Importance de l'application de mesures énergiques afin de faire en sorte que l'aide ait un impact positif sur l'économie
 - Mécanismes de coordination de l'aide
 - Amélioration des politiques des donateurs, par exemple l'élimination progressive des modalités relatives à l'aide liée et recommandations en vue du renforcement des activités d'assistance technique
 - Corruption et efficacité de l'aide
- III. Examen d'options permettant de ne plus être tributaire de l'aide et renforcement de l'économie mondiale
 - Rôle des organismes publics dans le renforcement du secteur privé : progrès dans l'amélioration de l'utilisation des garanties de crédits à l'exportation, y compris l'amélioration des résultats financiers des organismes de crédit à l'exportation et la prévention de la concurrence avec l'octroi de garanties de crédits par le secteur privé et l'amélioration de la coordination des politiques en matière de garanties
 - Garanties offertes par les pouvoirs publics en matière d'investissements et rôle des organismes bilatéraux et multilatéraux
 - Nouveaux outils et instruments
 - Société civile
 - Connaissances aux fins du développement
- IV. Dette extérieure, expansion du financement à l'aide de subventions
 - Évaluation des différentes initiatives en matière de gestion de la dette
 - Rôle important de l'Association internationale de développement (IDA)

- Maintien ou expansion des ressources de l'IDA : les défis
 - Rôle et importance du financement par subvention : où et combien
- V. Financement bilatéral et mise en place de nouveaux partenariats
- Évolution du rôle du financement bilatéral
 - Fonds disponibles et modalités
 - Critères pour l'établissement de partenariats et questions relatives au financement du développement
- VI. Dimensions mondiales
- Stabilité financière mondiale
 - Impacts sociaux des réformes financières et dépenses dans le secteur social
 - Déterminants non financiers des résultats financiers
 - Développement institutionnel
 - Financement du développement et révision du rôle de l'État
 - Méthodes novatrices et efficaces permettant de financer le développement durable
- VII. Nouveaux clients et évolution des pratiques, questions concernant les États souverains
- Financement au niveau national et à d'autres niveaux
 - Nouveaux clients et rôle des États souverains
-